



**Organe subsidiaire de conseil scientifique
et technologique**

**Quarante-septième session
Bonn, 6-15 novembre 2017**

Point 5 de l'ordre du jour provisoire

**Rapport du Comité exécutif du Mécanisme
international de Varsovie relatif aux pertes
et préjudices liés aux incidences
des changements climatiques**

**Organe subsidiaire de mise en œuvre
Quarante-septième session
Bonn, 6-15 novembre 2017**

Point 13 de l'ordre du jour provisoire

**Rapport du Comité exécutif du Mécanisme
international de Varsovie relatif aux pertes
et préjudices liés aux incidences
des changements climatiques**

**Rapport du Comité exécutif du Mécanisme international
de Varsovie relatif aux pertes et préjudices liés
aux incidences des changements climatiques**

Résumé

Le présent rapport rend compte des travaux menés par le Comité exécutif du Mécanisme international de Varsovie relatif aux pertes et préjudices liés aux incidences des changements climatiques entre octobre 2016 et août 2017. Il donne des informations sur les questions d'organisation et de procédure, notamment sur les réunions et manifestations organisées et les sous-structures du Comité exécutif. Le rapport met en évidence les progrès accomplis dans la mise en place des mandats pertinents découlant de la décision 1/CP.21 et dans l'exécution par le Comité exécutif de premier plan de travail biennal, notamment en ce qui concerne : la collaboration et la cohérence ; les stratégies globales de gestion des risques ; l'analyse des risques climatiques ; les phénomènes qui se manifestent lentement ; les voies envisageables concernant l'appui technique ; et l'élaboration du plan de travail quinquennal glissant. On trouvera aussi dans le présent rapport un résumé des travaux de la première réunion de l'équipe spéciale des déplacements de population et de son plan de travail, ainsi qu'une information générale sur les systèmes ou les processus actuellement prévus dans les pays en développement pour mener ou coordonner des analyses des risques climatiques et des pertes et préjudices liés aux incidences néfastes des changements climatiques. L'additif au présent document, qui sera publié en temps utile, rendra compte des débats du Comité exécutif à sa sixième réunion, qui aura lieu du 11 au 13 octobre 2017.



Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–6	3
A. Mandat	1–3	3
B. Objet de la présente note.....	4–5	3
C. Mesures que pourraient prendre l’Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique et l’Organe subsidiaire de mise en œuvre	6	3
II. Questions d’organisation et de procédure	7–12	3
A. Réunions du Comité exécutif et de ses sous-structures	7–8	3
B. Présidence et composition du Comité exécutif	9–12	4
III. Progrès accomplis dans la mise en œuvre	13–33	4
A. Mise en œuvre des mandats découlant des paragraphes 48 et 49 de la décision 1/CP.21	14–18	5
B. Progrès accomplis dans la mise en œuvre du premier plan de travail biennal.....	19–31	6
C. Plan de travail quinquennal glissant du Comité exécutif	32–33	9
Annexes		
I. Composition du Comité exécutif du Mécanisme international de Varsovie		11
II. Résumé des travaux de la première réunion de l’équipe spéciale des déplacements de population et de son plan de travail		12
III. Résumé des réponses au questionnaire sur l’analyse des risques climatiques.....		19

I. Introduction

A. Mandat

1. Par sa décision 2/CP.19, la Conférence des Parties (COP) a créé le Comité exécutif du Mécanisme international de Varsovie relatif aux pertes et préjudices liés aux incidences des changements climatiques (ci-après dénommé le Comité exécutif) qui, aux termes de cette décision, relève de la COP et agit sous sa direction pour superviser l'exécution des fonctions dévolues au Mécanisme international de Varsovie¹. Le paragraphe 2 de l'article 8 de l'Accord de Paris dispose que le Mécanisme international de Varsovie est placé sous l'autorité de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris.

2. À sa dix-neuvième session, la COP a demandé au Comité exécutif de lui rendre compte chaque année par l'intermédiaire des organes subsidiaires, et de formuler des recommandations s'il y a lieu².

3. À sa vingt et unième session, la COP a demandé au Comité exécutif de créer les entités ci-après, et de rendre compte des progrès accomplis à cet égard dans son rapport annuel³ :

a) Un centre d'échange d'informations sur le transfert des risques qui puisse servir de source centrale de données sur l'assurance et le transfert des risques ;

b) Une équipe spéciale chargée d'élaborer des recommandations relatives à des démarches intégrées propres à prévenir et réduire les déplacements de population liés aux effets néfastes des changements climatiques et à y faire face.

B. Objet de la présente note

4. Le présent document rend compte des progrès accomplis dans l'exécution des activités du Comité exécutif relatives aux pertes et préjudices, notamment en ce qui concerne les sous-structures établies par celui-ci, pendant la période allant d'octobre 2016 à août 2017. Il contient aussi des renseignements sur les questions d'organisation et de procédure intéressant le Comité exécutif.

5. L'additif au présent document, qui sera publié en temps utile sous la cote FCCC/SB/2017/1/Add.1, rendra compte des conclusions de la sixième réunion du Comité exécutif, qui doit avoir lieu du 11 au 13 octobre 2017.

C. Mesures que pourraient prendre l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique et l'Organe subsidiaire de mise en œuvre

6. L'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique (SBSTA) et l'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI) souhaiteront peut-être examiner les informations figurant dans le rapport du Comité exécutif, et recommander un projet de conclusions ou un projet de décision fondé sur l'examen de ses activités, pour examen et adoption à la vingt-troisième session de la Conférence des Parties.

II. Questions d'organisation et de procédure

A. Réunions du Comité exécutif et de ses sous-structures

7. Au cours de la période considérée, les réunions ci-après ont eu lieu à Bonn :

a) Cinquième réunion ordinaire du Comité exécutif, du 21 au 24 mars 2017. La réunion était ouverte aux observateurs, et des enregistrements à la demande des débats

¹ Décision 2/CP.19, par. 2.

² Décision 2/CP.19, par. 3.

³ Décision 1/CP.21, par. 48 à 50.

pléniers ainsi que les documents de la réunion sont disponibles en ligne, afin de garantir la transparence de la procédure⁴ ;

b) La première réunion de l'équipe spéciale des déplacements de population, les 18 et 19 mai 2017⁵.

8. La sixième réunion du Comité exécutif – sa deuxième en 2017 – doit avoir lieu du 11 au 13 octobre 2017 à Bonn.

B. Présidence et composition du Comité exécutif

9. À sa cinquième réunion, le Comité exécutif a élu M. Orville Grey (Jamaïque) et M^{me} Monika Antosik (Pologne) Coprésidents pour un mandat d'un an. Il a remercié ses Coprésidents sortants, M^{me} Pepetua Latasi (Tuvalu) et M^{me} Shereen D'Souza (États-Unis d'Amérique) d'avoir codirigé le Comité exécutif avec compétence pour lui permettre d'engager et de réaliser ses activités depuis septembre 2015.

10. Pendant la période considérée, les changements ci-après sont intervenus dans la composition du Comité exécutif : M. Vhalinavho Khavhagali a remplacé M. Shonisani Munzhedzi (Parties non visées à l'annexe I de la Convention (Parties non visées à l'annexe I)/États d'Afrique) ; M^{me} Cornelia Jäger a remplacé M. Helmut Hojesky (Parties visées à l'annexe I de la Convention (Parties visées à l'annexe I)) ; M. Russell Miles a remplacé M^{me} Karla Juraneck (Parties visées à l'annexe I) ; et M^{me} D'Souza (Parties visées à l'annexe I) a renoncé à ses fonctions. On trouvera à l'annexe I une liste des membres du Comité exécutif au 28 juillet 2017.

11. Les membres remplacés ont aussi démissionné des sous-structures établies par le Comité exécutif.

12. Le mandat de 10 membres arrivera à terme avant la première réunion de 2018 du Comité exécutif⁶. Une candidature à un siège de membre attribué aux Parties non visées à l'annexe I a été reçue à ce jour⁷.

III. Progrès accomplis dans la mise en œuvre

13. Depuis la dernière période considérée, le Comité exécutif a progressé dans ses activités liées aux trois fonctions du Mécanisme international de Varsovie en favorisant l'application de démarches multiples pour remédier au risque de pertes et préjudices⁸ :

a) **Améliorer la connaissance et la compréhension des démarches globales en matière de gestion des risques** : des progrès ont été faits en ce qui concerne les pays en développement et d'autres acteurs concernés en améliorant la compréhension de l'analyse des risques climatiques, des phénomènes qui se manifestent lentement et de la gestion globale des risques en synthétisant des données, des renseignements et des connaissances sur les effets potentiels et les risques résiduels ;

b) **Consolider le dialogue, la coordination, la cohérence et les synergies entre les acteurs concernés** : le Comité exécutif a collaboré avec d'autres organes constitués au titre de la Convention, dont le Comité permanent du financement et le Comité exécutif de la technologie, en cherchant à mettre l'accent sur des démarches visant à remédier de manière globale, intégrée et cohérente aux pertes et aux préjudices liés aux

⁴ On trouvera à l'adresse <http://unfccc.int/10400> tous les documents, exposés, enregistrements et résumés des résultats pour chaque point de l'ordre du jour de la cinquième réunion du Comité exécutif.

⁵ Voir <http://unfccc.int/10302>.

⁶ Décision 2/CP.20, par. 7, et décision 2/CP.21, par. 3.

⁷ Une liste des candidatures reçues est disponible à l'adresse http://unfccc.int/files/bodies/application/pdf/nominations_received.pdf.

⁸ Voir décision 2/CP.19, par. 5 a) à c), pour le détail complet des fonctions du Mécanisme international de Varsovie.

effets néfastes des changements climatiques. Le Comité exécutif a aussi coopéré avec les experts et les groupes de parties prenantes concernés, dans l'intervalle de ses réunions et pendant celles-ci, afin d'accéder aux meilleures données scientifiques et pratiques disponibles qui intéressent ses travaux ;

c) **Favoriser l'action à engager et l'appui à fournir, notamment en matière de financement, de technologie et de renforcement des capacités, pour permettre aux pays d'adopter des mesures en application du paragraphe 6 de la décision 3/CP.18** : des progrès ont été accomplis dans l'exécution des mandats consistant à créer un centre d'échange d'informations sur le transfert des risques qui puisse servir de source centrale de données sur l'assurance et le transfert des risques et d'une équipe spéciale sur les déplacements de population.

A. Mise en œuvre des mandats découlant des paragraphes 48 et 49 de la décision 1/CP.21

14. À sa vingt et unième session, la COP a demandé au Comité exécutif de créer :

a) Un centre d'échange d'informations sur le transfert des risques qui puisse servir de source centrale de données sur l'assurance et le transfert des risques (ci-après le centre d'échange d'informations sur le transfert des risques) pour faciliter les initiatives des Parties visant à mettre au point et appliquer des stratégies globales de gestion des risques ;

b) Une équipe spéciale chargée de compléter et de mettre à profit les travaux des organes et groupes d'experts actuels de la Convention, dont le Comité de l'adaptation et le Groupe d'experts des pays les moins avancés, ainsi que ceux des organisations et organes d'experts compétents extérieurs à la Convention, en les mobilisant selon qu'il convient (ci-après l'équipe spéciale des déplacements de population), en vue d'élaborer des recommandations relatives à des démarches intégrées tendant à prévenir et réduire les déplacements de population liés aux effets néfastes des changements climatiques et à y faire face.

15. En ce qui concerne le centre d'échange d'informations sur le transfert des risques, le Comité exécutif, à sa cinquième réunion, a approuvé une ébauche⁹ conçue à partir d'un document de réflexion¹⁰, et décidé de lancer une version bêta de la plateforme en ligne à la vingt-troisième session de la Conférence des Parties. Un groupe de travail intersessions du Comité exécutif, avec l'appui du secrétariat, a recensé des partenaires potentiels pour la mise au point et la gestion du centre d'échange d'informations sur le transfert des risques et s'est mis en rapport avec eux.

16. Pendant la période considérée, le Comité exécutif a achevé la mise en place de l'équipe spéciale sur les déplacements de population par l'approbation de son plan de travail, qui prévoit des activités dans les domaines suivants :

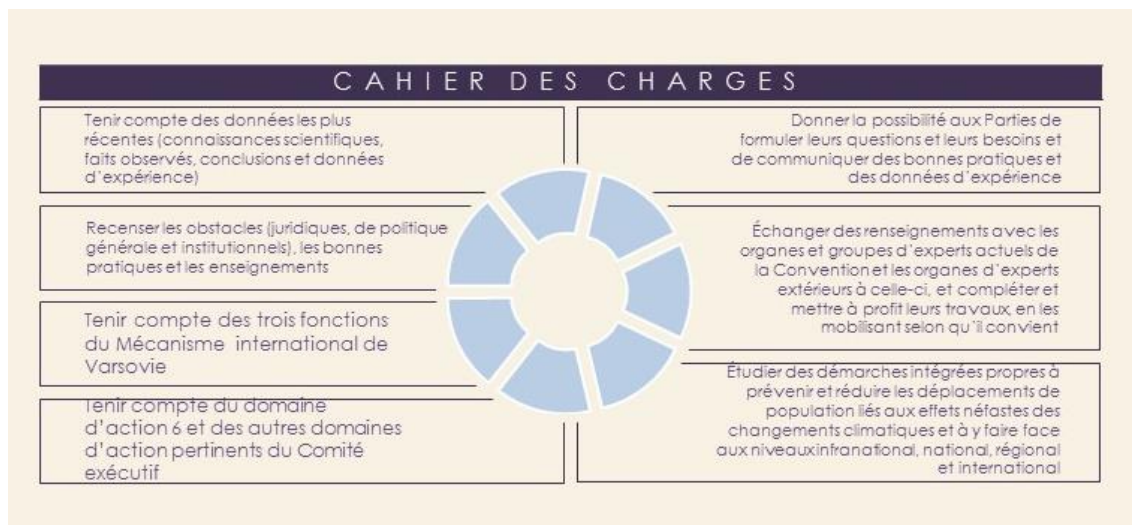
- a) Politique générale/pratique – niveau national/infranational ;
- b) Politique générale – niveau international/régional ;
- c) Données et évaluation ;
- d) Cadre et interactions.

17. L'équipe spéciale des déplacements de population élaborera des recommandations relatives à des démarches intégrées propres à prévenir et réduire les déplacements de population liés aux effets néfastes des changements climatiques et à y faire face, dont le Comité exécutif sera saisi à sa dernière réunion de 2018, et qui seront présentées ultérieurement à la COP à sa vingt-quatrième session. La figure 1 décrit le cahier des charges de l'équipe spéciale des déplacements de population.

⁹ http://unfccc.int/files/adaptation/groups_committees/loss_and_damage_executive_committee/application/pdf/look-and-feel.pdf.

¹⁰ http://unfccc.int/files/adaptation/groups_committees/loss_and_damage_executive_committee/application/pdf/clearing_house_concept_paper_excom_4.pdf.

Figure 1
Cahier des charges de l'équipe spéciale des déplacements de population



Abréviation : Comité exécutif = Comité exécutif du Mécanisme international de Varsovie relatif aux pertes et préjudices liés aux incidences des changements climatiques.

18. On trouvera un résumé des travaux de la première réunion de l'équipe spéciale des déplacements de population et de son plan de travail à l'annexe II. Conformément à son mandat¹¹, l'équipe spéciale fait périodiquement rapport au Comité exécutif par l'intermédiaire de ses cofacilitateurs¹².

B. Progrès accomplis dans la mise en œuvre du premier plan de travail biennal

19. À sa vingt-deuxième session, la COP a demandé au Comité exécutif de continuer d'exécuter les activités prévues dans son premier plan de travail biennal¹³. La présente section indique les principaux éléments nouveaux concernant l'exécution du premier plan de travail biennal¹⁴.

1. Collaboration et cohérence

a) Dans le cadre du processus de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques

20. Pendant la période considérée, le Comité exécutif a poursuivi ses efforts d'information en vue de renforcer le dialogue, la coordination, la cohérence et les synergies entre les organes et les processus relevant de la Convention. Le Coprésident du Comité exécutif a participé à la première réunion du Comité de Paris sur le renforcement des capacités afin de présenter les travaux pertinents du Comité exécutif et d'exprimer la volonté de celui-ci de coopérer selon qu'il convient avec le Comité de Paris de manière cohérente. Le Comité exécutif prévoit de communiquer au Comité de Paris tout renseignement utile eu égard à ses mandats lorsque celui-ci l'y invitera, en vue de renforcer le dialogue et la collaboration entre les deux organes. À la neuvième réunion du dialogue sur la recherche et lors d'une réunion informelle organisée par le Président du SBSTA avec des représentants du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat et du

¹¹ http://unfccc.int/files/adaptation/groups_committees/loss_and_damage_executive_committee/application/pdf/tor_task_force.pdf.

¹² L'équipe spéciale des déplacements de population a élu cofacilitateurs M. Idy Niang et M. Russell Miles.

¹³ Décision 3/CP.22, par. 2.

¹⁴ Le premier plan de travail biennal du Comité exécutif peut être consulté à l'adresse <http://unfccc.int/8805>.

monde de la recherche, organisée au cours de la quarante-sixième session du SBSTA, le Comité exécutif a appelé l'attention sur le lien science-politique dans le domaine des pertes et préjudices, dans le but de favoriser une prise de décisions éclairée, ce qui peut contribuer à une meilleure gestion globale des risques climatiques.

21. Dans le cadre du dialogue qu'il entretient avec le Comité exécutif de la technologie, le Comité exécutif a tenu compte des points d'accès pour la collaboration¹⁵, dont cet organe lui avait fait part à l'issue de sa quatorzième réunion, dans l'examen des activités à prévoir pour son plan de travail quinquennal glissant.

22. Compte tenu des lacunes et des difficultés recensées lors du forum de 2016 du Comité permanent du financement, consacré aux instruments financiers qui tiennent compte des risques de pertes et préjudices liés aux effets néfastes des changements climatiques¹⁶, le Comité exécutif prévoit d'organiser sa manifestation parallèle à la vingt-troisième session de la Conférence des Parties sur le thème des stratégies financières innovantes pouvant être utilisées pour répondre aux effets des changements climatiques, de manière à susciter des modalités innovantes de mobilisation des ressources face aux risques découlant des phénomènes qui se manifestent lentement.

b) Avec des parties prenantes extérieures

23. Le Comité exécutif continue de coopérer étroitement avec les organisations, les groupes et les processus pertinents qui ne relèvent pas de la Convention. Dans le contexte du centre d'échange d'informations sur le transfert des risques, le Comité exécutif a recueilli les contributions de divers acteurs, dans le cadre d'une évaluation des besoins des utilisateurs, sur le contenu, la conception et l'utilisation du centre d'échange, à partir desquelles le Comité exécutif élabore actuellement pour le centre d'échange, en collaboration avec le secrétariat d'InsuResilience, un espace de solutions interactif devant faire partie d'un portail en ligne. Un certain nombre de groupes de parties prenantes du secteur de l'assurance ont été invités à contribuer aux diverses pages de contenu du portail en ligne.

24. L'équipe spéciale des déplacements de population perçoit son rôle depuis le départ comme étant complémentaire de celui d'un certain nombre de communautés de pratiques, auxquelles elle fait appel pour élaborer conjointement ses recommandations. Elle comprend actuellement sept experts des institutions extérieures ci-après : Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Organisation internationale du Travail, Organisation internationale pour les migrations, Plateforme sur les déplacements liés aux catastrophes, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Programme des Nations Unies pour le développement, et (pour la société civile) Groupe consultatif sur les changements climatiques et la mobilité humaine ; ainsi que deux membres du Comité de l'adaptation et du Groupe d'experts des pays les moins avancés, outre quatre membres du Comité exécutif¹⁷. Chaque membre apporte à l'équipe spéciale une masse de connaissances, de compétences techniques et de ressources par les réseaux et les communautés de pratique qu'il représente.

25. Par ailleurs, à sa cinquième réunion, le Comité exécutif a engagé des travaux afin d'élaborer une stratégie de communication pour consolider ses efforts d'information. Un groupe de travail intersessions du Comité exécutif a été chargé de cette tâche et rendra compte à la sixième réunion.

2. Démarches globales en matière de gestion des risques

26. Pendant la période considérée, le Comité exécutif s'est employé à réaliser un inventaire sur papier des démarches globales en matière de gestion des risques, y compris les études de cas pertinentes¹⁸, afin d'améliorer la compréhension de ces démarches

¹⁵ Voir le document TEC/2017/14/15-an.II du Comité exécutif de la technologie.

¹⁶ FCCC/CP/2016/8, annexe III.

¹⁷ Une liste des membres de l'équipe spéciale des déplacements de population au 11 août 2017 est disponible à l'adresse <http://unfccc.int/9978>.

¹⁸ Dans le contexte de l'activité a) du domaine d'action 2 du premier plan de travail biennal.

(évaluation, réduction, transfert et maintien) et de les promouvoir, y compris les processus de transformation¹⁹. L'inventaire s'appuie sur les travaux scientifiques et pratiques connexes menés actuellement pour cataloguer l'information et les études de cas existantes, et les renseignements communiqués au moyen du questionnaire²⁰ sur la situation actuelle de l'analyse des risques climatiques dans les pays en développement.

27. Le Comité exécutif invite à l'heure actuelle un grand nombre de parties prenantes intéressées à adresser des contributions qui viendront enrichir encore l'inventaire²¹. Le groupe d'experts techniques sur la gestion globale des risques et les processus de transformation, mis en place dans le contexte du domaine d'action 2 du premier plan de travail biennal, a été chargé d'examiner les contributions en question en vue de réviser l'inventaire.

3. Analyse des risques climatiques

28. Pendant la période considérée, le Comité exécutif a organisé, à deux reprises, un questionnaire pour améliorer sa compréhension des besoins en capacités et en coordination s'agissant de la préparation et de la réaction aux pertes et préjudices liés aux phénomènes extrêmes et aux phénomènes qui se manifestent lentement, ainsi que du développement de la résilience à ces phénomènes²². Le questionnaire a été adressé aux coordonnateurs nationaux des Parties non visées à l'annexe I et a porté principalement sur les systèmes et les processus actuellement prévus pour mener et coordonner des analyses des risques climatiques et des pertes et préjudices liés aux effets néfastes des changements climatiques, y compris les phénomènes extrêmes et les phénomènes qui se manifestent lentement. On trouvera à l'annexe III un résumé des informations communiquées dans 43 réponses au total. Comme il est précisé au paragraphe 27 ci-dessus, ces informations ont été incorporées dans le répertoire réalisé au titre de l'activité a) du domaine d'action 2²³, et utilisées pour les besoins de l'évaluation de l'état des connaissances menée afin de comprendre les phénomènes qui se manifestent lentement et leurs effets, ainsi que la capacité d'y remédier, au titre de l'activité d) du domaine d'action 3²⁴ du premier plan de travail biennal.

4. Phénomènes qui se manifestent lentement

29. Les activités ci-après du premier plan de travail biennal concernant les phénomènes qui se manifestent lentement sont en cours²⁵ :

a) Une base de données en ligne²⁶, conçue en 2016, qui contient aujourd'hui des renseignements sur 164 organisations se consacrant aux phénomènes qui se manifestent lentement et l'étendue de leurs activités actuelles ;

¹⁹ Une version préliminaire de l'inventaire sur papier est disponible à l'adresse http://unfccc.int/files/adaptation/workstreams/loss_and_damage/application/pdf/compendium_march_2017.pdf.

²⁰ Réalisé dans le contexte des activités a) et b) du domaine d'action 5 du premier plan de travail biennal.

²¹ Voir <http://unfccc.int/10326>.

²² Dans le contexte des activités a) et b) du domaine d'action 5 du premier plan de travail biennal.

²³ Activité a) : recenser les outils, les technologies, les bonnes pratiques et les enseignements tirés, notamment en ce qui concerne les politiques et les normes de données, les instruments tels que les assurances et la protection sociale, ainsi que les processus de transformation, permettant de faciliter la gestion globale des risques, du domaine d'action 2 : améliorer la compréhension des démarches globales en matière de gestion des risques (évaluation, réduction, transfert et maintien), et les promouvoir, y compris les instruments de protection sociale et les processus de transformation, afin d'accroître la résilience à long terme des pays, des populations et des communautés vulnérables.

²⁴ Activité d) : évaluer et formuler des recommandations visant à améliorer l'état des connaissances, afin de comprendre les phénomènes qui se manifestent lentement et leurs effets, ainsi que la capacité d'y remédier, y compris la capacité des organismes régionaux, du domaine d'action 3 : améliorer les données et les connaissances relatives aux risques associés aux phénomènes qui se manifestent lentement et à leurs effets, et recenser les moyens de promouvoir des démarches visant à remédier aux phénomènes qui se manifestent lentement liés aux effets néfastes des changements climatiques, en mettant l'accent en particulier sur les effets potentiels, au sein des pays et des régions.

²⁵ Dans le contexte du domaine d'action 3 du premier plan de travail biennal.

b) Une invitation permanente aux organisations et aux experts compétents à collaborer avec le Comité exécutif pour faciliter l'accès à l'information, notamment par des modalités de collaboration ou des bases de données, et des technologies pour suivre les incidences des pertes et préjudices liés aux effets néfastes des changements climatiques, y compris les phénomènes qui se manifestent lentement, et favoriser des stratégies permettant d'y répondre ;

c) Une évaluation de l'état actuel des connaissances, afin de comprendre les phénomènes qui se manifestent lentement et leurs effets, ainsi que la capacité d'y remédier, y compris la capacité des organismes régionaux, en vue d'élaborer des recommandations à la sixième réunion du Comité exécutif, en tenant compte des aspects régionaux²⁷.

5. Voies envisageables concernant l'appui technique

30. À sa cinquième réunion, le Comité exécutif a décidé que le groupe d'experts techniques sur la gestion globale des risques et les processus de transformation exécuterait au début de ses travaux les activités c) et d) du domaine d'action 5 du premier plan de travail biennal²⁸, qui charge le Comité exécutif de collaborer avec les institutions compétentes pour réaliser un document donnant un aperçu des difficultés et des besoins potentiels en matière de préparation et d'intervention, ainsi que de renforcement de la résilience.

31. À la même réunion, le Comité exécutif a aussi décidé d'examiner les éléments ci-après du premier plan de travail biennal dans le contexte du plan de travail quinquennal glissant : l'activité e) du domaine d'action 2²⁹, invitant à définir des mesures de suivi, selon les besoins, dans le domaine de la gestion globale des risques et des processus de transformation ; l'activité e) du domaine d'action 3³⁰, invitant à définir des mesures de suivi, selon les besoins, dans le domaine des phénomènes qui se manifestent lentement ; et les projets de contribution et de recommandations établis par le groupe d'experts des pertes autres qu'économiques³¹.

C. Plan de travail quinquennal glissant du Comité exécutif

32. À sa vingt-deuxième session, la COP a approuvé le cadre indicatif du plan de travail quinquennal glissant du Comité exécutif afin qu'il serve de base à l'élaboration des activités correspondantes, et a invité les Parties et les organisations compétentes à présenter

²⁶ <http://www4.unfccc.int/sites/NWP/Pages/soesearch.aspx>.

²⁷ Dans le contexte de l'activité d) du domaine d'action 3 du premier plan de travail biennal.

²⁸ Activité c) : Inviter les organismes compétents à collaborer avec le Comité exécutif afin d'établir un document relatif à l'activité 5 d), sur la base des activités 5 a) et b), notamment sur les méthodes d'analyse de scénarios et d'essai en situation extrême, qui pourrait donner un aperçu des difficultés et des besoins potentiels en matière de préparation et d'intervention, ainsi que de renforcement de la résilience ; et activité d) : consulter les experts dans le cadre de l'examen du document mentionné pour l'activité 5 c), établir une synthèse des expériences et des enseignements tirés, et définir les domaines prioritaires pour accroître les capacités et les investissements, du domaine d'action 5) : améliorer la compréhension des besoins en capacités et en coordination s'agissant de la préparation et de la réaction aux pertes et préjudices liés aux phénomènes extrêmes ou qui se manifestent lentement, ainsi que du développement de la résilience à ces phénomènes, notamment au moyen du rétablissement et de la reconstruction.

²⁹ Activité e) : définir des mesures de suivi, selon les besoins, du domaine d'action 2 : améliorer la compréhension des démarches globales en matière de gestion des risques (évaluation, réduction, transfert et maintien), et les promouvoir, y compris les instruments de protection sociale et les processus de transformation, afin d'accroître la résilience à long terme des pays, des populations et des communautés vulnérables.

³⁰ Activité e) : définir des mesures de suivi, selon les besoins, du domaine d'action 3 : améliorer les données et les connaissances relatives aux risques associés aux phénomènes qui se manifestent lentement et à leurs effets, et recenser les moyens de promouvoir des démarches visant à remédier aux phénomènes qui se manifestent lentement liés aux effets néfastes des changements climatiques, en mettant l'accent en particulier sur les effets potentiels, au sein des pays et des régions.

³¹ http://unfccc.int/files/adaptation/groups_committees/loss_and_damage_executive_committee/application/pdf/summary_of_proceedings_nels_eg_2016_09_16_2000.pdf.

d'ici au 28 février 2017 leurs vues et contributions pertinentes concernant les activités qui pourraient être menées au titre de chaque secteur d'activité stratégique figurant dans le cadre indicatif du plan de travail quinquennal glissant, en mettant l'accent sur les secteurs d'activité e), f) et g)³². Ont été reçus à ce jour, comme suite à cette demande, 13 ensembles de vues et de contributions émanant de Parties, et 10 d'organisations compétentes³³.

33. Le secrétariat a établi une synthèse des contributions³⁴ reçues au 28 février 2017, à partir de laquelle le Comité exécutif a établi à sa cinquième réunion, avec la participation des observateurs, une série de résultats escomptés pour chacun des secteurs d'activité stratégique du plan de travail quinquennal glissant sur cinq ans. Un groupe de travail intersessions du Comité exécutif a précisé davantage les résultats escomptés et, avec l'appui du secrétariat, a récapitulé toutes les contributions présentées concernant des activités et tous les produits pertinents du premier plan de travail biennal au regard de ces résultats escomptés. À sa sixième réunion, le Comité exécutif prévoit d'établir la version définitive de la première série d'activités du plan de travail quinquennal glissant en se fondant sur les résultats de la récapitulation.

³² Décision 3/CP.22, par. 3 et 5.

³³ Documents disponibles à l'adresse <http://unfccc.int/10064>.

³⁴ http://unfccc.int/files/adaptation/groups_committees/loss_and_damage_executive_committee/application/pdf/reference_document_item_6_part_2.pdf.

Annexe I

Composition du Comité exécutif du Mécanisme international de Varsovie

[Anglais seulement]

<i>Member</i>	<i>Constituency</i>	<i>Country</i>
Mr. Vhalinavho Khavhagali	Non-Annex I Parties/African States	South Africa
Mr. Idy Niang	Non-Annex I Parties/African States	Senegal
Ms. Pepetua Election Latasi	Non-Annex I Parties/Asia-Pacific States	Tuvalu
Mr. Nurul Quadir	Non-Annex I Parties/Asia-Pacific States	Bangladesh
Mr. Antonio Cañas	Non-Annex I Parties/Latin American and Caribbean States	El Salvador
Mr. Orville Grey (Co-Chair)	Non-Annex I Parties/Latin American and Caribbean States	Jamaica
Mr. Adao Soares Barbosa	Non-Annex I Parties/least developed countries	Timor-Leste
Ms. Dawn Pierre-Nathoniël	Non-Annex I Parties/small island developing States	Saint Lucia
Ms. Ama Essel	Non-Annex I Parties	Ghana
Mr. Krishna Chandra Paudel	Non-Annex I Parties	Nepal
Ms. Monika Antosik (Co-Chair)	Annex I Parties	Poland
Mr. Thomas De Lannoy	Annex I Parties	European Union
Ms. Cornelia Jäger	Annex I Parties	Austria
Mr. Erling Kvernevik	Annex I Parties	Norway
Mr. Russell Miles	Annex I Parties	Australia
Mr. Malcolm Ridout	Annex I Parties	United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland
Ms. Meredith Ryder-Rude	Annex I Parties	United States of America
Mr. Valeriy Sedyakin	Annex I Parties	Russian Federation
Mr. Kimio Takeya	Annex I Parties	Japan
Mr. Gottfried Von Gemmingen	Annex I Parties	Germany

Annexe II

Résumé des travaux de la première réunion de l'équipe spéciale des déplacements de population et de son plan de travail

[Anglais seulement]

1. At its twenty-first session, the Conference of the Parties requested the Executive Committee of the Warsaw International Mechanism for Loss and Damage associated with Climate Change Impacts (hereinafter referred to as the Executive Committee) to establish a task force to develop recommendations for integrated approaches to avert, minimize and address displacement related to the adverse effects of climate change.¹ The following is a summary of the proceedings of the 1st meeting of that task force, including a draft workplan for articulating recommendations.

2. The 1st meeting of the task force on displacement took place on 18 and 19 May 2017 in Bonn.² The meeting was co-facilitated by Mr. Idy Niang and Mr. Russell Miles.

3. Two members from constituted bodies under the Convention, six members from relevant expert communities and four members from the Executive Committee participated in person:

- (a) Ms. Cornelia Jäger (Executive Committee);
- (b) Mr. Niang (Executive Committee);
- (c) Ms. Pepetua Latasi (Executive Committee);
- (d) Mr. Miles (Executive Committee);
- (e) Mr. Idrissa Semde (Least Developed Countries Expert Group);
- (f) Ms. Maria del Pilar Bueno (Adaptation Committee);
- (g) Mr. Atle Solberg (Platform on Disaster Displacement);
- (h) Ms. Dina Ionesco (International Organization for Migration);
- (i) Mr. Ezekiel Simperingham (International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies);
- (j) Ms. Ketu Chachibaia (United Nations Development Programme);
- (k) Ms. Michelle Leighton (International Labour Organization);
- (l) Ms. Michelle Yonetani (civil society, Advisory Group on Climate Change and Human Mobility).

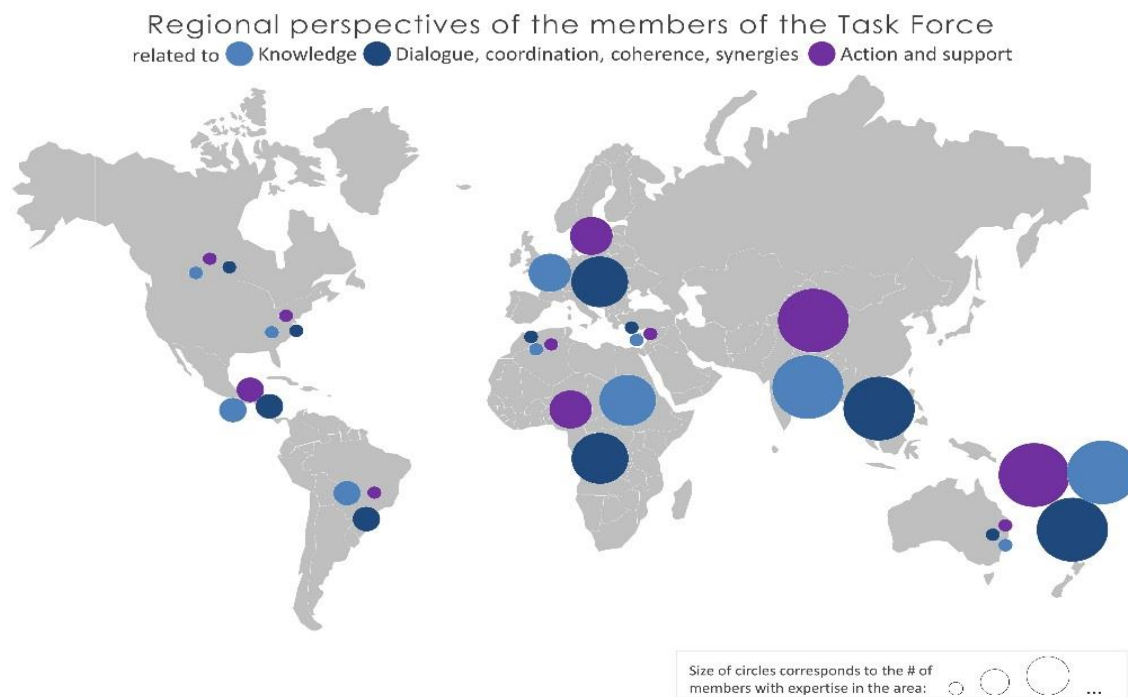
4. Ms. Madeline Garlick (Office of the United Nations High Commissioner for Refugees) joined remotely via WebEx for parts of the meeting. She had also provided, prior to the meeting, written inputs on topics included on the agenda. Those inputs were incorporated into the outputs from the corresponding sessions.

5. Figure 2 shows the regional expertise of the members of the task force related to knowledge, policy coherence, and action and support.

¹ Decision 1/CP.21, paragraph 49.

² The agenda, presentations and outputs of the meeting are available at <http://unfccc.int/10302>.

Figure 2

Regional perspectives of the members of the task force on displacement

6. Session 1 of the meeting provided opportunities for members to introduce relevant work of their organizations from the perspective of the scope of the work of the task force as contained in its terms of reference.³

7. Session 2 included brainstorming discussions in parallel working groups and a plenary discussion, focusing on the target audiences and desired impacts of the recommendations that the task force has been mandated to develop. Four broad areas of desired impacts emerged as a result of the parallel working groups. Further group work led to the identification of elements for impact statements for each of the four broad areas of desired impacts.

8. In parallel, members provided information on relevant events and processes that are taking place between May 2017 and November 2018, when the task force is envisaged to be in active operation (session 3).

9. The second day of the meeting was entirely devoted to the consideration of activities required to develop the recommendations, clustered into the four broad areas of desired impacts of the recommendations (session 4).

10. Following this exercise, the group established a lead agency or co-lead agencies and key collaborating agencies for each of the agreed activities of the task force. The lead or co-lead members then further refined the wording for respective activities in order to articulate the deliverables (session 5).

11. The task force agreed to the following:

(a) To forward to the Executive Committee for its endorsement the draft workplan of the task force on displacement;

(b) To undertake the activities as contained in the above-mentioned draft workplan in time to make available the summaries of their results referred to in paragraph 11(c) below;

³ http://unfccc.int/files/adaptation/groups_committees/loss_and_damage_executive_committee/application/pdf/tor_task_force.pdf.

(c) To make available, by the end of March 2018, a two-page summary of the results of each activity undertaken;

(d) To convene, as appropriate, a meeting (in May 2018) on all areas of work of the task force, which includes wider consultation with stakeholders and an internal (closed) task force meeting;

(e) To hold an in-person meeting of the task force in July–August 2018.

12. Members from the Platform on Disaster Displacement and the International Organization for Migration offered to host and organize the meeting referred to in paragraph 11(d) above, which was welcomed by all the task force members.

13. The task force requested the secretariat to undertake editorial refinement of the draft workplan; then it was sent to the task force members. The lead and co-lead members for activities, in turn, completed the timeline for making available the deliverables from their activities.

14. Table 1 presents the workplan of the task force on displacement as endorsed by the Executive Committee.

Table 1
Workplan of the task force on displacement

Desired impacts	Activity	Undertaken by	2017												2018				Deliverable					
			May	Jun	Jul	Aug	Sep	Oct	Nov	Dec	Jan	Feb	Mar	Apr	May	Jun	Jul	Aug		Sep	Oct	Nov		
I. Policy/practice – national/subnational • Policies and institutional framework to avert, minimize and address displacement are enhanced • Capacities of national and local governments to address climate-related drivers and impacts of displacement are enhanced	Activity I.1: Mapping of existing relevant policies and institutional frameworks that deal with the climate and displacement interaction at the national level, including identification of key actors in the policy formulation, to the extent feasible and on the basis of accessible public documents Activity I.2: Synthesizing the state of knowledge to better understand displacement related to slow onset events	IOM (lead) + UNDP + Advisory Group CSOs + UNHCR Advisory Group CSOs (lead) + IOM + UNDP + UNHCR																					Mapping report	
II. Policy – international/regional • Adverse impacts of	Activity II.1: Mapping of workplans of bodies/work programmes under the UNFCCC on displacement	Excom TFD members																						Summary note

Desired impacts	Activity	Undertaken by	2017												2018					Deliverable									
			May	Jun	Jul	Aug	Sep	Oct	Nov	Dec	Jan	Feb	Mar	Apr	May	Jun	Jul	Aug	Sep		Oct	Nov							
climate change on displacement are recognized, and integrated approaches to avert, minimize and address displacement are promoted in relevant policies at all levels, including the international, regional, national and subnational levels • Displacement related to the adverse effects of climate change is considered in the workplans of relevant bodies and processes under the UNFCCC (AC, LEG, SCF, PCCB, CTCN, TEC and NWP)	Activity II.2: Mapping of how climate and displacement is included in national adaptation plans (NAPs), nationally determined contributions (NDCs), national communications and other relevant policy agendas (Sendai Framework for Disaster Risk Reduction 2015–2030, Sustainable Development Goals, World Humanitarian Summit, Global Forum on Migration and Development, Global Compacts on Migration and Refugees, etc.)	IOM (lead) + ILO + UNDP																								Mapping report			
																													Analysis paper

Feb–Mar
 End Feb–Mar
 Make available a two-page summary of the results of the activities by the end of March 2018

Desired impacts	Activity	Undertaken by	2017												2018					Deliverable
			May	Jun	Jul	Aug	Sep	Oct	Nov	Dec	Jan	Feb	Mar	Apr	May	Jun	Jul	Aug	Sep	
III. Data and assessment <ul style="list-style-type: none"> • Systematic data collection and monitoring of displacement and its impacts at the local, national, regional and international levels to inform comprehensive needs and risk assessments for the formulation of policy and plans are strengthened • The capacity to undertake systematic data collection is strengthened 	Activity III.1: Providing an overview of data sources, common methodologies and good practice for displacement-related data collection and assessment, as relevant to different contexts and regions Activity III.2: Providing global baseline of climate-related disaster displacement risk, and package by region Activity III.3: Analysing available data on disaster-related displacement and its impacts on different regions and groups of countries in specific circumstances (e.g. least developed countries) related to sudden and slow onset events	Advisory Group CSOs (lead) + IOM Advisory Group CSOs (lead) + IDMC Advisory Group CSOs (lead) + IOM																		Report, including mapping of data sources and methodologies
																				Release of a model
																				Report
IV. Framing and linkages <ul style="list-style-type: none"> • Commitment, cooperation and action to avert, minimize and address displacement in 	Activity IV.1: Preparing summaries of results/outputs of activities	By implementers of each activity																		Two-page summaries

Desired impacts	Activity	Undertaken by	2017												2018					Deliverable								
			May	Jun	Jul	Aug	Sep	Oct	Nov	Dec	Jan	Feb	Mar	Apr	May	Jun	Jul	Aug	Sep		Oct	Nov						
the context of climate change are stimulated and awakened • Framing is actionable, constructive and leads to transformation • Tools are provided so we can plan for today and for the future we want	Activity IV.2: Convening, as appropriate, a meeting on all areas of work of the task force on displacement, which includes: 1) wider consultations with stakeholders; and 2) an internal task force meeting Activity IV.3: Organizing the 2 nd meeting of the task force on displacement to finalize the set of recommendations to be forwarded to the Executive Committee of the Warsaw International Mechanism for Loss and Damage associated with Climate Change Impacts	IOM (co-lead), PDD (co-lead) + UNHCR																										Meeting report, including indicative areas of recommendations Meeting report, including rationale for recommendations

Abbreviations: AC = Adaptation Committee, CSOs = civil society – Advisory Group on Climate Change and Human Mobility; CTCN = Climate Technology Centre and Network, Excom TFD = Executive Committee Task Force on Displacement, IDMC = Internal Displacement Monitoring Centre, ILO = International Labour Organization, IOM = International Organization for Migration, LEG = Least Developed Countries Expert Group, NWP = Nairobi work programme on impacts, vulnerability and adaptation to climate change, PCCB = Paris Committee on Capacity-building, PDD = Platform on Disaster Displacement, SCF = Standing Committee on Finance, TEC = Technology Executive Committee, UNDP = United Nations Development Programme, UNHCR = United Nations High Commissioner for Refugees Advisory Group.

Annexe III

Résumé des réponses au questionnaire sur l'analyse des risques climatiques

[Anglais seulement]

1. This annex provides an overview of the work undertaken by the Executive Committee of the Warsaw International Mechanism for Loss and Damage associated with Climate Change Impacts (hereinafter referred to as the Executive Committee) with developing countries to describe the systems and/or processes currently in place for conducting and coordinating analyses of climate risk and loss and damage associated with the adverse effects of climate change, taking into account extreme and slow onset events.
2. In implementing action area 5¹ of its initial two-year workplan,² the Executive Committee invited the national focal points of Parties not included in Annex I to the Convention (non-Annex I Parties) to respond to a questionnaire regarding, inter alia: their country's approaches to climate risk analysis for extreme and slow onset events; impacts on development sectors and vulnerable groups; institutional arrangements; and related challenges.
3. The questionnaire was sent to the national focal points of all non-Annex I Parties on two occasions: 2 August 2016 and 4 April 2017. This annex summarizes the responses received from 43 Parties as at August 2017. Table 2 contains a list of the 43 non-Annex I Party respondents to the questionnaire.
4. The information provided will serve as input to the work of the Executive Committee, in particular the preparation of a paper, mandated under action area 5, activity (c), of its initial two-year workplan, with a view to consolidating experience and lessons learned and identifying priority areas for increasing capacity and investment.

Table 2

The 43 non-Annex I Party respondents to the questionnaire on climate risk analysis

Andorra	Cook Islands	Kuwait	Saint Lucia
Antigua and Barbuda	Costa Rica	Malawi	Senegal
Armenia	Egypt	Mali	Serbia
Azerbaijan	El Salvador	Mauritius	Singapore
Benin	Ethiopia	Mexico	State of Palestine
Bolivia (Plurinational State of)	Georgia	Mongolia	Suriname
Bosnia and Herzegovina	Guinea-Bissau	Montenegro	Thailand
Brazil	Guyana	Myanmar	The former Yugoslav Republic of Macedonia
Burundi	Indonesia	Niger	Uruguay
Colombia	Jamaica	Nigeria	Viet Nam
Comoros	Kazakhstan	Paraguay	

¹ Action area 5: enhance the understanding of the capacity and coordination needs with regard to preparing for, responding to and building resilience against loss and damage associated with extreme and slow onset events, including through recovery and rehabilitation.

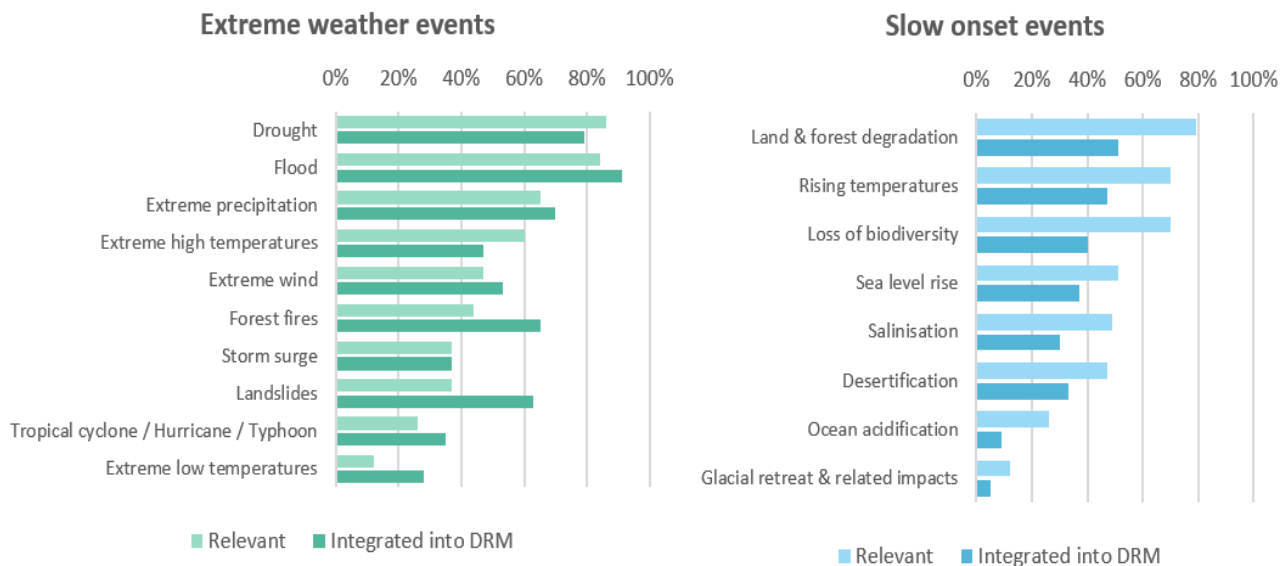
² Available at <http://unfccc.int/8805>.

A. Extreme weather events and slow onset events

5. Figure 3 illustrates the relevance of extreme weather events and slow onset events to the respondent countries and the degree to which each of them is integrated into countries’ disaster risk management.

Figure 3³

Relevance of extreme weather events and slow onset events to countries and the degree to which each of them is integrated into countries’ disaster risk management



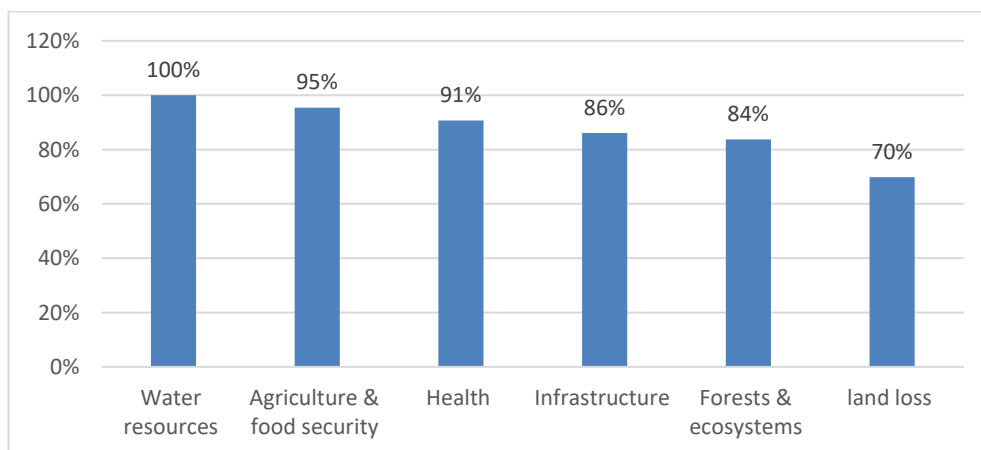
Abbreviation: DRM = disaster risk management.

B. Key development sectors

6. Figure 4 illustrates the key development resources or sectors indicated by the respondent countries to be at higher risk from or to have been most adversely affected by extreme and/or slow onset events.

Figure 4

Key development resources or sectors indicated by countries to be at higher risk from or to have been most adversely affected by extreme and/or slow onset events



7. Figure 5 indicates the most important elements from four key development sectors (forests and ecosystems, water resources, infrastructure, and agriculture and food security)

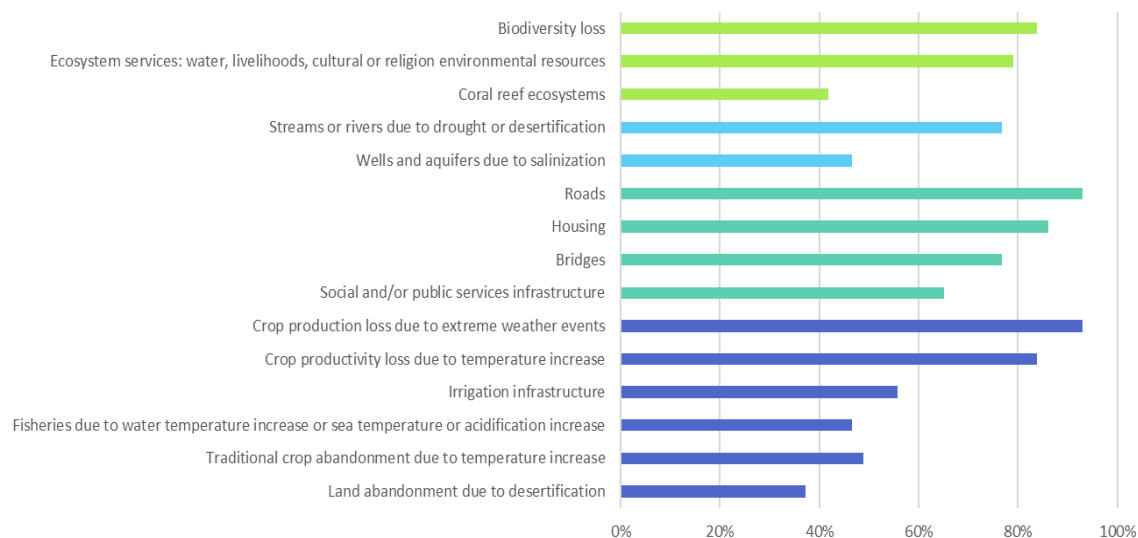
³ In all the figures in this annex, the percentages relate to the percentage of the respondent countries.

that the respondent countries consider might have been or have been damaged or lost in relation to extreme and slow onset events.

Figure 5

Elements of four key development sectors that countries consider might have been or have been damaged or lost in relation to extreme and slow onset events

Forests and ecosystems – Water resources – Infrastructure – Agriculture and food security



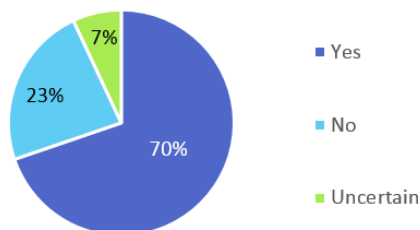
C. Climate risk analysis

8. Figure 6 illustrates the proportion of the 43 non-Annex I Party respondents that conduct climate risk analysis:

- (a) Of the countries that conduct climate risk analysis:
 - (i) Almost all included extreme weather events and slow onset events associated with the adverse effects of climate change in their climate risk analysis;
 - (ii) 50 per cent undertake climate risk analysis at the subnational level;
 - (iii) 40 per cent conduct climate risk analysis periodically (over a period of either 1–5 or 6–10 years);
- (b) The hazards or thematic areas considered in their climate risk analysis are:
 - (i) Extreme weather events (73 per cent);
 - (ii) Slow onset events (50 per cent);
 - (iii) Displacement and migration (33 per cent);
 - (iv) Non-economic losses (30 per cent);
- (c) The following are considered in their climate risk analysis:
 - (i) Climate scenarios (80 per cent);
 - (ii) Scientific information (77 per cent);
 - (iii) Hydrometeorological information (80 per cent);
 - (iv) Climate services (50 per cent).

Figure 6

Percentage of countries among the 43 non-Annex I Party respondents that conduct climate risk analysis



9. Key challenges reported in conducting climate risk analysis include:

(a) Data comparability and consistency and lack of linkage to systematic climate observation;

(b) Access to quantitative and long-term data relevant to identification and prioritization of climate risk analysis (existing data are not comprehensive because analysis was done on a project basis or only focused on certain extreme events);

(c) Access to skilled personnel (especially with skills in data collection and modelling);

(d) Lack of a common understanding of slow onset events;

(e) Lack of institutional frameworks and commitment among key stakeholders on issues related to slow onset events;

(f) Lack of baselines, capacities and resources to monitor, analyse and quantify desertification, acidification and its impacts on fisheries, loss of productivity, biodiversity loss, impacts of temperature increase on livestock and other natural ecosystems, and other non-economic losses.

10. The following types of data were reported to be used in conducting climate risk analysis:

(a) Climate scenarios (e.g. regional; downscaled global climate models; Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) Representative Concentration Pathways 8.5 and 4.5; regional and subnational climate models; and scenarios modelled for UNFCCC national communications);

(b) Scientific information (e.g. from the IPCC; information generated by national meteorological agencies; climate risk conceptual frameworks; and academic journals);

(c) Hydrometeorological data (e.g. rainfall and temperature data; information generated by national meteorological agencies; and historic hydrometeorological data);

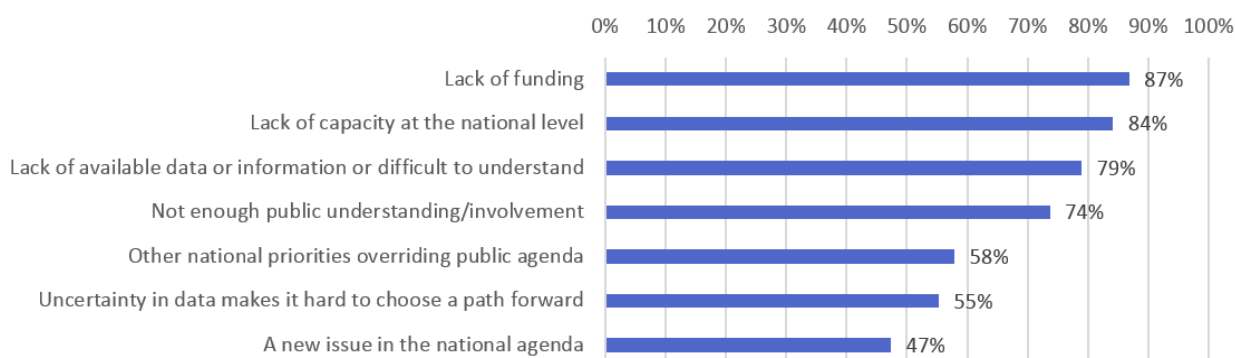
(d) Climate services (e.g. numerical weather prediction; weather and climate forecasts; and scientific information generated by national meteorological agencies);

(e) Others include expert opinions on climate risk analysis to compensate for deficiencies in data and information.

D. Challenges in integrating long-term changes

11. Of the 43 non-Annex I Parties that responded, 88 per cent indicated that they face challenges in integrating long-term changes from extreme weather events and slow onset events into their country's climate risk analysis. Figure 7 indicates some of the main challenges.

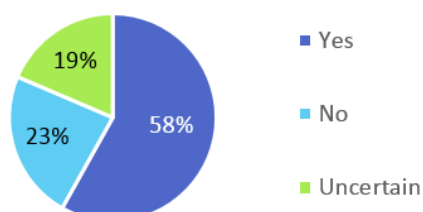
Figure 7
Challenges in integrating long-term changes from extreme weather events and slow onset events into countries' climate risk analyses



E. Vulnerable groups

12. Figure 8 indicates the proportion of the respondent countries whose national risk analysis includes consideration of how vulnerable groups are exposed to the adverse effects of climate change (e.g. because of geography, socioeconomic status, livelihood, gender, age, indigenous or minority status or disability).

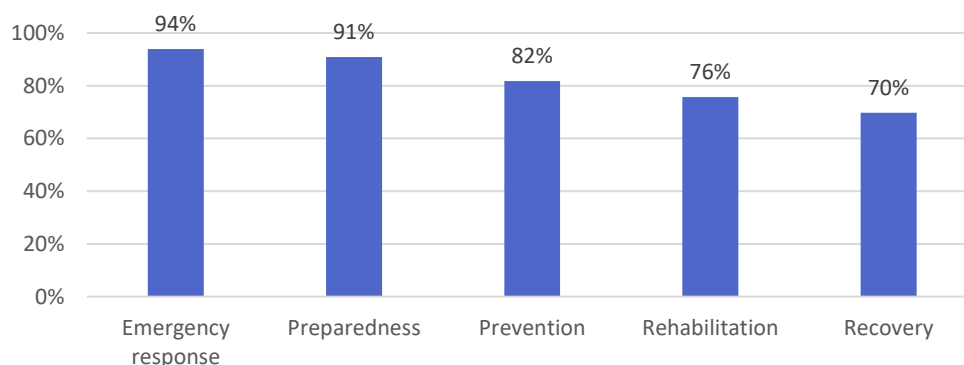
Figure 8
Percentage of respondent countries whose national risk analysis includes consideration of how vulnerable groups are exposed to the adverse effects of climate change



F. Comprehensive national disaster risk management process, plan or strategy

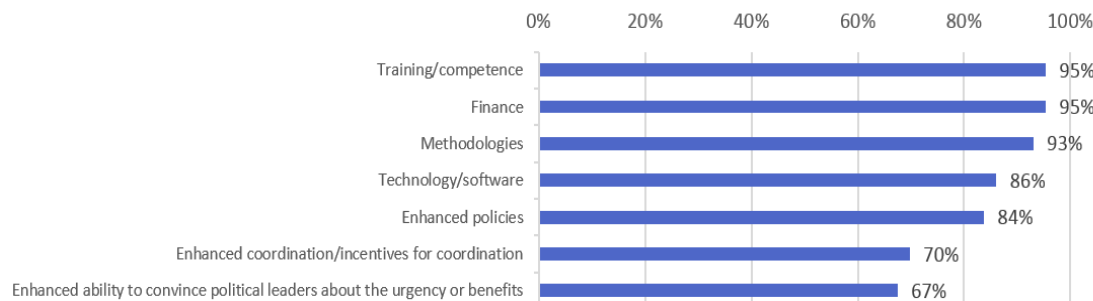
13. Of the 43 non-Annex I Parties that responded, 77 per cent reported to have developed a comprehensive national disaster risk management process, plan or strategy. The majority of those (77 per cent) have integrated climate risk analysis into it. Figure 9 illustrates key focus areas of the risk management process, plan or strategy. In addition to those, countries indicated resilience-building, mitigation, monitoring, early warning, risk communication and risk transfer.

Figure 9
Key focus areas of countries' risk management process, plan or strategy



14. Figure 10 shows key requirements reported by the respondent countries for better integrating consideration of the adverse effects of climate change into national risk management.

Figure 10
Key requirements reported by countries for better integrating consideration of the adverse effects of climate change into national risk management



G. Information gaps

15. Key needs in terms of information that countries identified include:

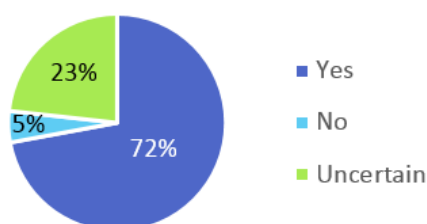
(a) Research, data and/or modelling (e.g. downscaled models to enable projection of climate scenarios and likely impacts on climate-sensitive sectors; vulnerability assessments; cost–benefit analysis for adaptation measures; baseline analysis; economic models for greenhouse gas emissions; climate impacts; sea level rise mapping at the subnational level, etc.);

(b) Measurement and monitoring systems (e.g. more hydrometeorological stations; tools for measuring climatic characteristics in the field; better monitoring systems using satellite, radar and other technologies; early warning systems for multiple risks; systems to monitor impacts on climate-sensitive sectors, etc.);

(c) Technical training (e.g. of the relevant stakeholders to increase their understanding of risk management technologies).

16. Figure 11 indicates the proportion of the respondent countries that indicated that there are information gaps or problems with climate service provision.

Figure 11
Percentage of respondent countries that indicated that there are information gaps or problems with climate service provision



17. Key challenges in relation to information that countries reported include:

(a) Insufficient forecasting and data coverage (e.g. weather services do not have comprehensive coverage because weather stations are too widely distributed geographically, leading to weather and climate data being of low resolution and the inability to produce accurate information for some subdistrict levels and to provide localized area forecasts and quantitative forecasts; and insufficient spatial and temporal coverage of data);

(b) Insufficient financial, technical and human resources (e.g. insufficient budget and investment in climate service provision and equipment; understaffed climate service institutions; insufficient staff with the required knowledge and skills, for example in

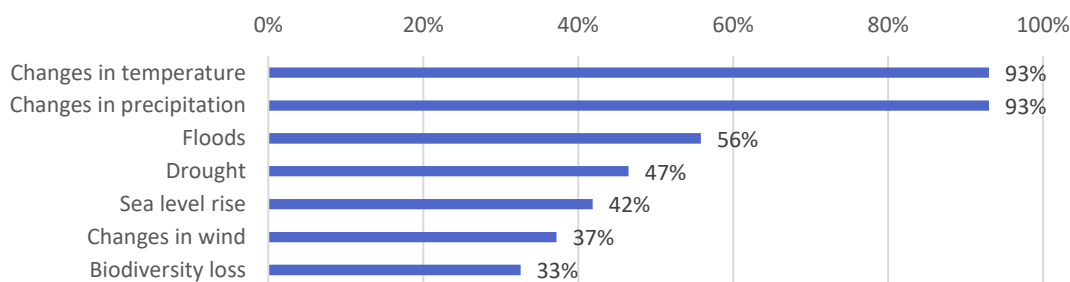
geographic information systems, to undertake geospatial monitoring and mapping for sea level rise, storm surges and other climate-related extreme events; limited staffing and capacity in respect of specific climate services in countries; and capacity-building and technology transfer needed to create comprehensive climate service provision for key sectors);

(c) Insufficient institutional frameworks (e.g. no structured framework or appropriate institutional arrangements to integrate climate data into policymaking; poor communication channels; insufficient coordination among national and subnational government agencies, research institutes and other stakeholders; and low awareness and knowledge of available technologies to adapt to climate change);

(d) Data not systematic or incomplete (e.g. data collection and assessment of economic losses are done in a case-by-case and unsystematic manner; gaps exist in the diffusion of information; and data are not centralized and, if they exist, cannot be found and used when needed).

18. Figure 12 indicates the extent to which the respondent countries have science-based national climate impact projections for certain aspects. In addition to those aspects, countries also indicated saline intrusion of wells, cyclones, dust storms, landslides and super storm/sea surges.

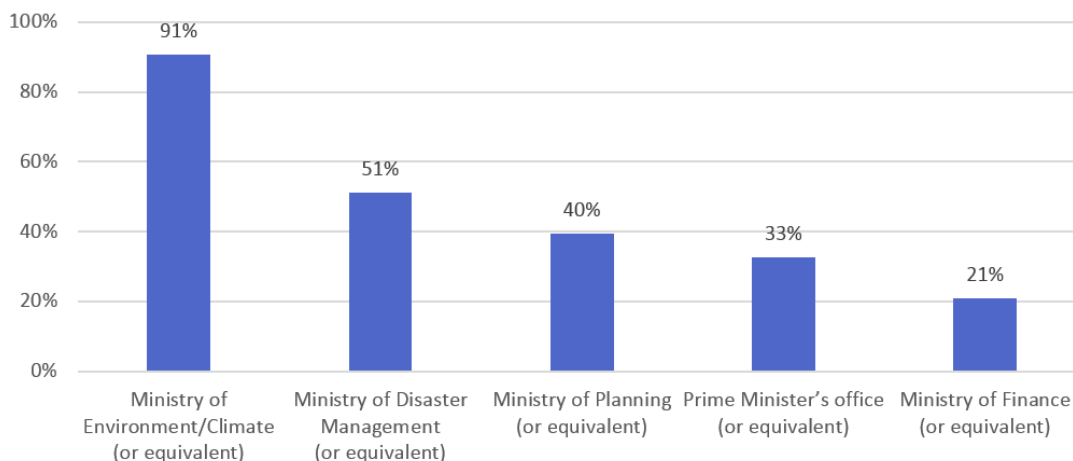
Figure 12
Percentage of the respondent countries that have science-based national climate impact projections



H. Key public authorities and institutions

19. Figure 13 illustrates the key public authorities or institutions (or their equivalents) that the respondent countries indicated as being responsible for assessing overall climate risk and vulnerability.

Figure 13
Key public authorities or institutions (or their equivalents) that countries indicated as being responsible for assessing overall climate risk and vulnerability



20. In addition to the ministries mentioned above, the key institutions that countries draw on for scientific and technical information on the adverse effects of climate change for the purpose of development planning, policy advice and disaster risk management include:

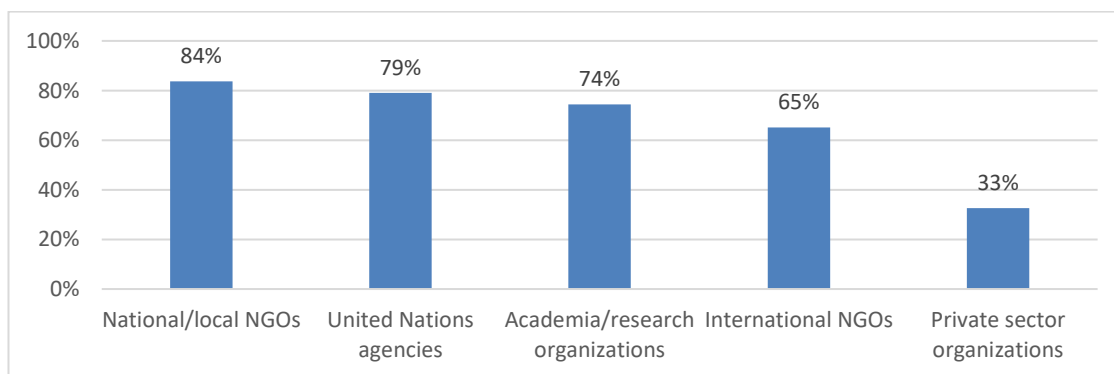
- (a) Meteorological and hydrometeorological institutes or offices (e.g. for climate data, scientific climate projections, sea level rise data and seismic information);
- (b) Scientific and technical research institutions (e.g. for research on climate, scientific climate projections, water and atmosphere, geography, industry, space and agriculture);
- (c) National universities (e.g. for science research);
- (d) National emergency system (e.g. for data on impacts of natural disasters);
- (e) Ministries/departments of agriculture and/or rural development (e.g. for agriculture sector data and primarily damage assessments);
- (f) Ministries/departments of fisheries (e.g. for fisheries data and resource assessments for coastal and marine ecosystems, including mangrove, beach and reef);
- (g) Ministries/departments of forestry (e.g. for forest data, and woodlands and watershed assessments);
- (h) Ministries/departments of tourism (e.g. for data on damage to tourism);
- (i) Non-governmental organizations (NGOs) (e.g. for sector- and area-specific data);
- (j) Ministries/departments of civil defence/protection (e.g. for risk management data);
- (k) Ministries/departments of health (e.g. for health data);
- (l) Ministries/departments of energy (e.g. for data on the vulnerability of hydroelectric power dams);
- (m) National statistical agencies (e.g. to verify data);
- (n) Utilities or water authorities (e.g. for water resources assessment and management).

I. Key intergovernmental and non-governmental organizations

21. Figure 14 illustrates the key intergovernmental and/or non-governmental organizations that contribute to addressing the adverse effects of climate change.

Figure 14

Key intergovernmental and/or non-governmental organizations that contribute to addressing the adverse effects of climate change identified by countries



Abbreviation: NGO = non-governmental organization.

J. Mechanisms for coordination

22. Countries reported that the following institutional coordination mechanisms are in place to bring together relevant stakeholders to assess and address climate risks:

- (a) Multisectoral bodies (e.g. comprising members from government, NGOs, private sector, etc.);
- (b) Climate change commissions, committees, councils or advisory boards (steering or technical; led by a prime minister or environmental ministers, or members from all relevant ministries, etc.);
- (c) Inter-agency coordination mechanism (e.g. task force, working group, etc. to facilitate coordination of actions on climate change between ministries and agencies);
- (d) Regular meetings coordinated by a relevant ministry (e.g. to bring together stakeholders from hydrometeorology and monitoring services, science institutions, etc.);
- (e) National platforms coordinated by a high state authority (e.g. by president, to bring together stakeholders from NGOs, science institutions, etc.);
- (f) Agreement between key ministries (e.g. ministries for climate and disaster prevention).

K. National legislation

23. All existing legislation enables links between dealing with the adverse effects of climate change and risk management (including disaster risk management). A total of 77 per cent of the respondents have specific disaster risk management legislation.

24. Some countries that do not have legislation, or are uncertain if they do, have other national or sectoral policies and/or plans (e.g. national adaptation plan, or sectoral plan for land use and infrastructure, agriculture, water or health) that enable links between dealing with the adverse effects of climate change and risk management (including disaster risk management).

25. Figure 15 shows the proportion of the respondent countries that have legislation related to the adverse effects of climate change, including slow onset events.

Figure 15

Percentage of the respondent countries that have legislation related to the adverse effects of climate change, including slow onset events

